



20 mai 2013

*Extraits du rapport au Bureau National du 15 mai,
présenté par Antonio Sanchez Secrétaire National*

Les rencontres entre patrons des multinationales et les gouvernements se multiplient. Souvenons-nous de Hollande à Berlin allant chercher ses ordres auprès des 15 plus grosses multinationales européennes.

Le but est d'accentuer la course aux profits. Les moyens : poursuivre la baisse du « coût du travail » et éliminer une à une ce que les patrons appellent les « contraintes » à l'emploi, c'est-à-dire le droit du travail.

L'accord du 11 Janvier (ANI), les accords depuis par Peugeot, Renault et ce qui se passe chez Toyota en sont l'illustration. Cela dépasse d'ailleurs l'industrie automobile, des accords allant dans ce sens sont également signés dans l'agroalimentaire, la chimie et le textile.

Les multinationales dirigent les états complaisants et imposent leurs lois aux peuples.

Le journal « L'Expansion » vient de publier un dossier intéressant sur le sujet.

On y apprend par exemple qu'APPLE pèse en bourse l'équivalent du budget de la France ou du produit intérieur brut de la Roumanie, de la Hongrie, de la Slovaquie, de la Croatie et de la Lituanie réunies.

Le seul chiffre d'affaires de la compagnie pétrolière Royal-Dutch représente l'activité économique de toute la Grande-Bretagne pendant deux mois et demi.

737 firmes contrôlent à elles seules 80% du PIB (Produit Intérieur Brut) mondial.

Les banques jouent un rôle considérable dans les décisions prises par les états :

- * Uni-Crédit représente 62% du PIB de l'Italie,
- * Société Générale 62,9% du PIB de la France,
- * Crédit Agricole 94,2% du PIB de la France,
- * BNP Paribas 93,6% du PIB de la France,
- * Barclays : 96,3% du PIB de l'Angleterre,
- * Santander : 119, 9% du PIB de l'Espagne,
- * HSBC : 165, 1% du PIB du Royaume-Uni,
- * Deutsche-Bank : 82 2% du PIB de l'Allemagne,
- * UBS : 212,4% du PIB de la Suisse.

Le poids considérable que représentent les multinationales de la finance sur les états va de pair avec l'hyperpuissance des géants industriels :

- * Exxon Mobil : 482 milliards de dollars de chiffre d'affaires soit le PIB de la Norvège,
- * Shell ; 467 milliards de dollars soit le PIB de l'Argentine,
- * China Pétroléum : 419 milliards de dollars soit le PIB de l'Australie,
- * Toyota : 254 milliards de dollars soit le PIB de la Grèce,
- * Volkswagen : 254 milliards de dollars (idem) ou celui de l'Égypte,
- * Total : 240 milliards de dollars soit le PIB des Philippines (10% du PIB français), etc...

On voit mieux à la lecture de ces chiffres la domination des multinationales sur les peuples, le rôle des états qui sous prétexte de la « crise » ont versé des milliards aux banques et à l'industrie.

On voit également quel rôle jouent les multinationales et les états dans les tensions internationales pour s'accaparer les richesses parce que tous sont en concurrence afin d'accroître leurs profits.

L'étude du journal « L'Expansion » va plus loin dans l'analyse de la collusion entre états et multinationales. Je cite « Ces entreprises tentaculaires dépensent des sommes folles en lobbying pour imposer leurs normes et infléchir la réglementation (existant dans les pays), quitte à prendre elles-mêmes le stylo pour écrire leurs propres lois ».

Fiscalité, « coût du travail », qualité de la main d'œuvre, infrastructures, transports, coût des bâtiments, comment j'embauche ? Comment je licencie ? Est-ce que je récupère la TVA ? Comment utiliser de la main d'œuvre étrangère ?

Voilà comment les multinationales font leur marché pour exploiter au maximum les travailleurs des pays de la planète. Elles n'hésitent plus à faire monter les enchères et à piocher là où les conditions d'implantation sont les plus favorables.

Les états appliquent les décisions : casse des droits sociaux, aides publiques multiples, privatisations etc...

Le journal « L'Expansion » ne tire pas de son analyse une conclusion révolutionnaire. Il préconise au contraire aux états de se rapprocher encore des multinationales en disant « Les banques sont trop grosses pour qu'on les laisse tomber et en encadrant trop strictement leur activité, on risque de freiner le financement de l'économie ».

La France n'échappe pas évidemment à cette course aux profits, la collusion entre les gouvernements qui se succèdent et les multinationales est étroite : subventions publiques, exonérations fiscales et sociales, casse du code du travail, des retraites, des services publics, baisse du pouvoir d'achat, tout y passe pour faire allégeance au capital.

En 30 ans (selon l'INSEE), de 1980 à 2010, les excédents bruts d'exploitation des entreprises (les profits) sont passés de 50 milliards à 294 milliards. Les dividendes versés aux actionnaires dans la même période sont passés de 50 milliards à 240 milliards.

Dans le même temps, combien d'emplois perdus, d'entreprises fermées, de chômeurs supplémentaires, d'acquis sociaux supprimés ? Education, santé, recherche, tout est soumis aux règles du capital.

On a vu cette collusion s'exercer entre le gouvernement et les multinationales

dernièrement avec Arcelor, les groupes automobiles Peugeot et Renault, Goodyear, Unilever, Pétroplus, Virgin etc... Pas besoin d'aller plus loin dans la démonstration. Les partis politiques, le PS et ses alliés sont sans surprise derrière le gouvernement. Le front de gauche et le PCF tentent de rassembler les mécontents sans rien dire sur la nécessité de lutter (surtout pas lors du rassemblement du 5 mai) pour se débarrasser du capital. Il suffirait, selon Mélenchon de modifier les institutions au travers d'une 6^{ème} république pour sortir de la « crise ».

A leur façon la droite et le centre vont dans le même sens. Le front national compte les points et se tient en réserve du capital qui on le sait n'hésitera pas à l'utiliser.

Des rapprochements, des négociations se tiennent avec la droite en vue des prochaines municipales. Ils sont tellement tous d'accord avec la politique menée que des appels à « l'union nationale » pour sortir de la crise se font de plus en plus nombreux. Borloo paraît être le maître d'œuvre de cette proposition, mais c'est le parti socialiste qui en est à l'origine avec Bayrou.

Ce n'est donc pas la politique actuelle qui les divise, c'est elle au contraire qui les rassemble.

C'est le cas sur ce qu'ils appellent la « dette publique ». On voit la position des uns et des autres sur les retraites, le financement des collectivités territoriales, la santé, la recherche, l'éducation. Ils utilisent tous le même langage et agissent en ce sens : réformer en profondeur, faire des économies, atteindre les objectifs fixés par Bruxelles...Et sur le plan économique : compétitivité, allègement de « charges », flexibilité, « coût du travail ». C'est à celui qui se montrera le meilleur serviteur du capital.

L'accord du 11 Janvier (ANI) vient d'être définitivement adopté au Sénat. On a vu qu'il rassemblait le PS et la droite.

L'union nationale contre les travailleurs existe déjà bel et bien, c'est celle des multinationales.

La prochaine loi sur l'amnistie syndicale va connaître le même sort, le PS et la droite sont contre, le résultat ne fait aucun doute.

L'acharnement contre les syndicalistes et les travailleurs vise bien sûr à intimider mais démontre combien la crainte des luttes, de l'expression du mécontentement est forte.

Au parti socialiste, on justifie l'inutilité de cette loi parce que « les moyens du dialogue social existent ».

Ayrault vient d'ailleurs de rencontrer l'ensemble des syndicats à propos des retraites pour les écouter et fixer ensuite le cadre des « négociations » du sommet social des 20 et 21 Juin prochain. Encore une fois, ce sont les revendications du MEDEF et les injonctions de Bruxelles qui seront au centre des discussions. C'est la même démarche que pour l'accord du 11 Janvier...

... A nous de pousser aux luttes, à être attentifs à toutes les initiatives qui sont annoncées : demain (16 Mai) rassemblement devant l'assemblée nationale pour l'amnistie des syndicalistes, le 22 l'appel à l'action des enseignants du supérieur, la lutte des travailleurs des transports à Lille, le 28 action de l'Union Locale CGT de Roissy, à partir du 7 Juin semaine d'action dans toute l'Europe, le 15 Juin action

dans la santé et les nombreuses luttes partout en France. Ces luttes manquent de coordination, nous savons pourquoi, mais elles ne peuvent que s'amplifier, les coups portés sont de plus en plus violents, chômage de masse, salaires, pensions, pouvoir d'achat en baisse, retraites, santé, éducation, acquis sociaux attaqués et une exploitation du travail qui se durcit sans cesse dans les entreprises.

Les suppressions d'emplois se poursuivent dans tous les secteurs industriels : Solvay (chimie) annonce son désengagement dans la production de PVC, ce qui signe la fermeture de Kem-One (ancienne Arkéma) et toutes les conséquences sur la filière. La Société générale annonce la suppression de 1000 emplois. Dans le bâtiment et les travaux publics la situation est catastrophique. Dans l'automobile avec les plans de suppressions d'emplois chez Peugeot et Renault et les accords signés dans ces deux entreprises imposant le gel des salaires, une flexibilité, une durée du travail au gré du patron avec pour conséquences des conditions de travail insupportables.

L'exploitation capitaliste n'a pas de limite, ce qui se passe chez Toyota à Valenciennes est édifiant : 90 secondes pour fabriquer une voiture en Janvier, 60 secondes aujourd'hui avec l'objectif de parvenir à 58 secondes avant le mois d'Août à effectif constant. L'équipe de nuit a été supprimée. Le patron s'octroie le droit de faire travailler les salariés 55 minutes supplémentaires si l'objectif quotidien n'est pas atteint. Ce type d'accord existe déjà à l'usine Sevelnord chez Peugeot ou les effets des conditions de travail sur la santé produisent leurs effets. Rappelons que l'accord de Sevelnord a inspiré la loi sur le marché du travail et les accords Peugeot, Renault et Toyota signés par les syndicats sauf la CGT.

Dans ce contexte de surexploitation des travailleurs, de baisse de salaire et de pouvoir d'achat, de chômage massif, la croissance de l'économie continue de baisser (-0,4% au 1^{er} trimestre), la production industrielle poursuit sa chute (-0,4% au 1^{er} trimestre, -0,9% en Mars. Les groupes Peugeot et Renault affichent 32% de baisse des immatriculations au premier trimestre.

Mais ces groupes se portent bien :

- * Toyota réalise 10 milliards de profits en 2012,

- * Renault 1770 millions de résultats net et une réserve financière de 13,5 milliards d'euros.

- * Peugeot déclare 5 milliards de perte, mais par le jeu d'opérations financières, rachat d'actions, dépréciations d'actifs pour 4 milliards d'euros et 440 millions de provision pour financer le plan de suppressions d'emplois, le groupe n'est pas à l'agonie d'autant plus qu'il possède 12 milliards de réserve financière. Les actionnaires du groupe vont percevoir un dividende de 370 millions, presque autant que le coût des licenciements.

Toutes ces mesures sont approuvées par le gouvernement socialiste qui après le cadeau de 20 milliards de crédits d'impôts aux entreprises et dernièrement une baisse du taux des plus-values de cession annonce la poursuite des privatisations de ce qu'il reste des entreprises nationales pour financer l'investissement (fonds publics pour investissement privé).

Dans la ligne de mire EDF, GDF, France Télécom, EADS, Safran, Thales, Areva, Air France, et pour l'instant, pas ou peu de réaction politique ou syndicale.

On voit bien, après avoir dressé ce tableau succinct de la situation économique et sociale, l'importance et la portée politique de nos propositions.

Devant la puissance des groupes financiers et industriels, en France ou ailleurs, devant le dévouement des états à les servir, en France ou ailleurs, il n'y a qu'une unique solution : la lutte pour en finir avec ce système. La lutte pour satisfaire les besoins des travailleurs, la lutte pour arracher les moyens de production et d'échange aux mains des multinationales.

Tout le reste n'est que fausse solution, impasse et allégeance au capital...

Notre dernier congrès a fixé des objectifs, nous en débattons après le débat sur la politique générale...

www.sitecommunistes.org